



Organisation
internationale
du Travail

Investir dans la protection sociale

Ed Tamagno
Bureau régional de l'OIT pour l'Afrique

Charles Crevier
Centre international de formation de l'OIT

5 juillet 2010, Lomé, Togo

Cette présentation aborde trois aspects:

- le droit à la sécurité sociale et son rôle dans le développement économique et social
- l'état de la sécurité sociale
- la réponse de l'OIT au besoin mondial de sécurité sociale

La sécurité sociale est un droit humain

- Article 22 de la Déclaration universelle des droits de l'homme: « Toute personne, en tant que membre de la société, a droit à la sécurité sociale »
- Article 25: «Toute personne a droit à un niveau de vie suffisant pour assurer sa santé, son bien-être et ceux de sa famille »
- La Déclaration de Philadelphie charge l'OIT de « l'extension des mesures de sécurité sociale en vue d'assurer un revenu de base à tous ceux qui ont besoin d'une telle protection, ainsi que des soins médicaux complets »
- Près de 60 ans plus tard, la sécurité sociale reste un rêve pour 80% de la population mondiale

La sécurité sociale est une nécessité sociale

- 80% des individus vivent dans l'insécurité sociale, 20% dans la pauvreté abjecte
- La croissance économique ne réduit pas automatiquement la pauvreté
- Dans la majorité des pays de l'OCDE, les transferts de sécurité sociale permettent de réduire la pauvreté et les inégalités d'au moins 50%
- Ils constituent également un excellent outil pour la poursuite des OMD
- Toutes les sociétés socialement et économiquement stables possèdent des systèmes de sécurité sociale étendus

La sécurité sociale est une nécessité économique

- Les économies ne peuvent se développer ni croître sans main-d'œuvre productive. Pour déployer tout le potentiel de croissance d'un pays, il faut lutter contre l'exclusion sociale, l'ignorance et le manque d'employabilité par des prestations de sécurité sociale associées à des politiques du marché du travail
- L'accès à la protection de la santé et à l'éducation améliore la productivité et a un impact positif sur la croissance
- Le fameux « compromis » entre efficacité et équité est un mythe. Les transferts d'argent dans les pays en développement ont un effet de levier sur les marchés locaux en ce sens qu'ils stimulent la production locale, notamment d'aliments
- Les prestations de sécurité sociale sont largement reconnues comme étant des stabilisateurs sociaux et économiques en temps de crise

L'état de la sécurité sociale et ses quatre grands défis

- Le défi de la couverture
- Le défi de la suffisance des prestations
- Le défi de la durabilité financière et économique
- Le défi de la délivrabilité

Le débat politique actuel sur l'état de la sécurité sociale

- La sécurité sociale est essentielle pour le maintien de la justice sociale face à la mondialisation
- Faisabilité et viabilité fiscales
- Rôle des systèmes de sécurité sociale dans la gestion des crises et la facilitation du développement économique et du changement structurel

Les preuves montrent de plus en plus que:

- Un certain niveau de sécurité sociale est réalisable dans les premières phases du développement nationale
- Les systèmes de sécurité sociale restent viables même quand les économies mûrissent et les populations vieillissent

Le mandat

- Sur la base du mandat conféré par la Conférence internationale du Travail de 2001, l'OIT a lancé en 2003 une campagne mondiale pour l'extension de la sécurité sociale pour tous
- Réunion régionale africaine 2007: tous les États Membres africains adoptent d'ici 2015 des plans nationaux cohérents de développement de la sécurité sociale pour l'introduction de l'extension de la sécurité sociale de base

Éléments clés que l'OIT entend promouvoir

- **Couverture universelle des systèmes de sécurité du revenu et de santé:** tous les résidents d'un pays doivent avoir un accès égal à un niveau adéquat de prestations de base en matière de sécurité du revenu et de soins médicaux globaux
- **Prestations et protection contre la pauvreté:** les droits à prestations doivent être spécifiés de manière suffisamment précise pour représenter les droits prédictibles des résidents et/ou cotisants
- **« Équivalence actuarielle » globale des niveaux de contribution et de prestation**
- **Financement adéquat:** les programmes doivent être financés de manière à assurer le plus possible leur viabilité et leur durabilité financières à long terme
- **Responsabilité de la gouvernance:** l'État doit rester le garant ultime des droits à la sécurité sociale, tandis que les cotisants et bénéficiaires doivent participer à la gouvernance des programmes

L'objectif de l'OIT en matière de protection sociale

- Est de renforcer les capacités des mandants, et en particulier des gestionnaires de la sécurité sociale, de concevoir des programmes de sécurité sociale durable et de les gérer et administrer plus efficacement, dans le but de fournir de meilleures prestations et d'étendre leur couverture

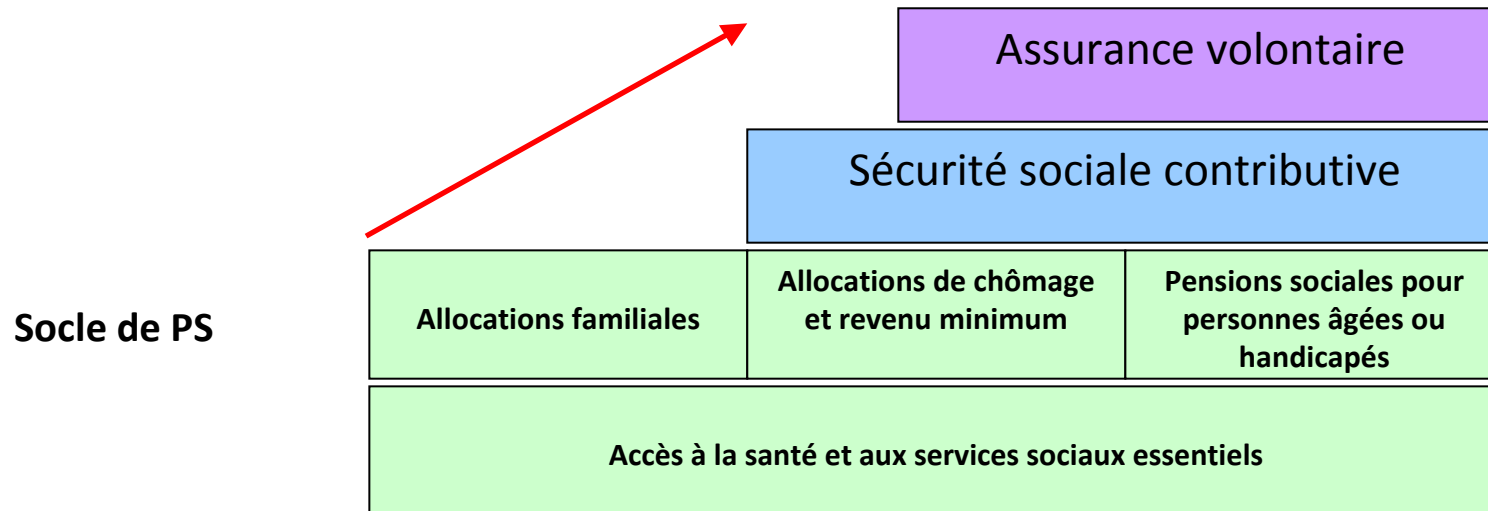
Premier niveau: génération, gestion et diffusion de la connaissance

- Enquête sur la sécurité sociale (*Social Security Inquiry, SSI*)
- Plateformes de partage de connaissances et d'apprentissage
- Outils techniques
- Activités de recherche

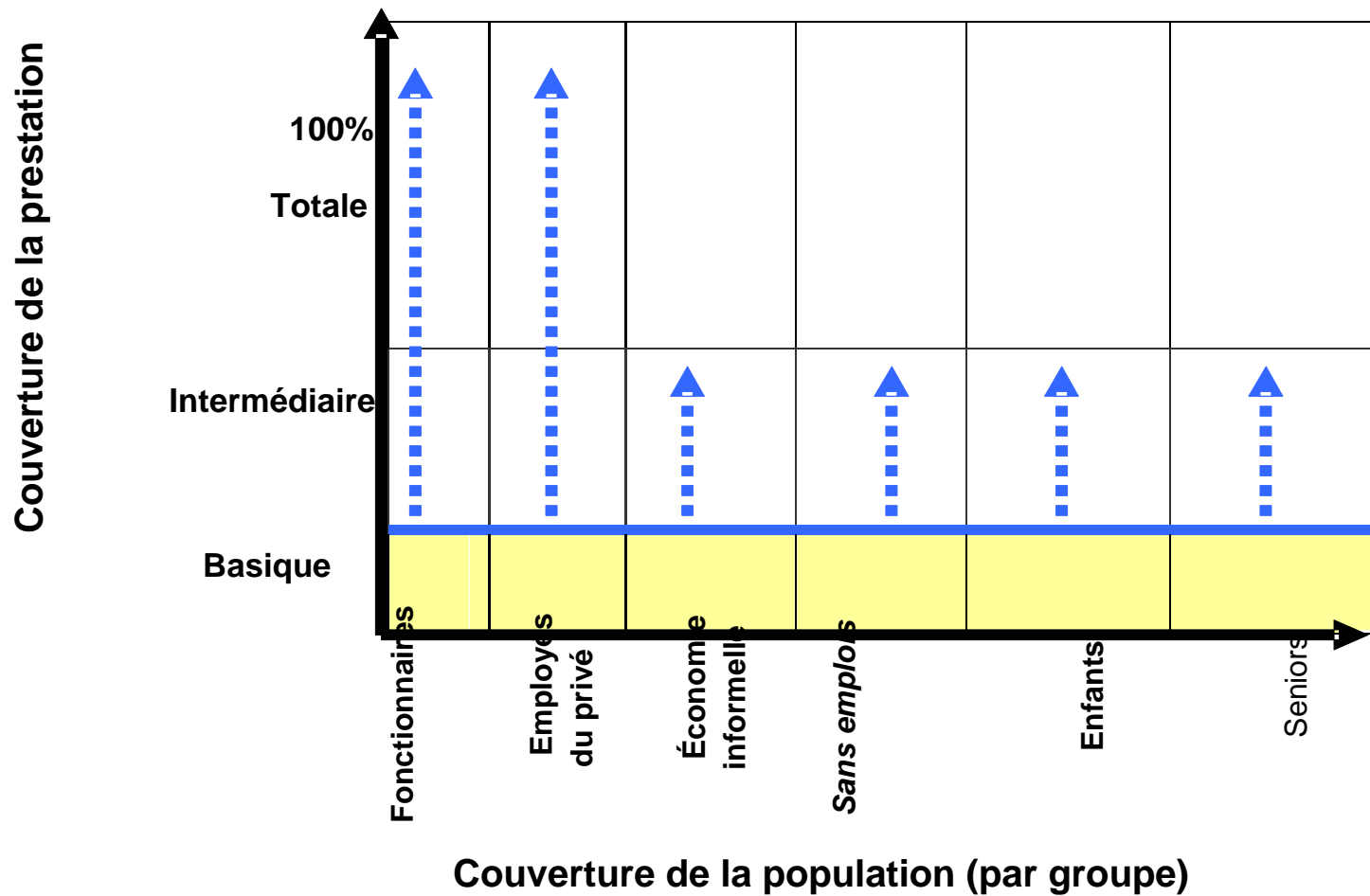
Deuxième niveau: développement de politiques

- Le paradigme pragmatique qui ressort du travail de développement de politiques recommande que les pays qui n'ont pas encore atteint la couverture universelle ou étendue visent avant toute chose à mettre en place un ensemble basique et modeste de garanties de sécurité sociale, que l'on pourrait appeler « socle de sécurité sociale », pour tous les résidents. Cela englobe:
 - l'accès aux soins de santé de base;
 - la sécurité du revenu pour les enfants, la facilitation de l'accès à l'alimentation, à l'éducation et aux soins;
 - une certaine assistance sociale aux pauvres et aux chômeurs;
 - la sécurité du revenu grâce aux pensions de retraite ou d'invalidité de base

L'escalier de la protection sociale



La marge d'extension de la couverture



Troisième niveau: coopération technique

Exemples de projets de coopération technique

■ Afrique

- La « campagne mondiale sur la sécurité sociale et la couverture pour tous comme moyen de réduction de la pauvreté » a pour but d'identifier l'espace fiscal nécessaire pour mettre en œuvre un ensemble de prestations de sécurité sociale de base.

■ Amériques

- En Uruguay, l'OIT a soutenu une étude technique sur le programme d'allocations familiales, qui a contribué à la discussion sur une réforme globale.

■ Asie

- En Inde, l'OIT a travaillé avec le gouvernement au développement de propositions d'extension de la couverture des prestations de vieillesse et de santé aux travailleurs de l'économie informelle.

■ États arabes

- Au Bahreïn, l'OIT a contribué à la création d'un programme d'indemnités de chômage en préparant les grandes lignes politiques, en dressant l'évaluation actuarielle du programme et en rédigeant le projet de loi, adopté en 2006.

■ Europe

- L'OIT a réalisé une grande étude sur la collecte des cotisations de pension et fourni des conseils politiques aux pays participants.

Troisième niveau: coopération technique

Quatrain Africa

- L'objectif premier de ce projet consiste à créer ou à renforcer les capacités de planification et de gestion financières des systèmes nationaux de sécurité sociale.
- Groupes cibles:
 - Décideurs politiques et membres des conseils d'administration et de supervision des systèmes de sécurité sociale
 - Responsables de la gestion des systèmes de sécurité sociale et des ministères concernés
 - Experts en budget, experts financiers, actuaires

Quatrième niveau: développement des capacités

- Centre international de formation de l'OIT
- Partenariats avec des universités
 - Université de Maastricht (Pays-Bas)
 - Université de Lausanne (Suisse)
 - Université de Maurice
- Formation dans le cadre de projets de coopération technique

Investir dans la protection sociale

Investir dans le financement adéquat

Investir dans la bonne gouvernance

Investir dans le développement des capacités

Investir dans les partenaires sociaux

Le présent séminaire sur l'interprétation d'un rapport actuariel est une étape sur le long chemin menant à une protection sociale efficace et efficiente en Afrique.